

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

Aucune information.

### 6.2.2 Publication

#### DÉCISION N° 2008-PDG-0215

##### *Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles*

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles*, conformément aux paragraphes 3° et 5° de l'article 174 de la *Loi sur les instruments dérivés*, L.Q. 2008, c. 24 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par L.Q. 2007, c. 15 et par L.Q. 2008, c. 7;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 4 juillet 2008 [(2007) Vol. 5, n° 26, B.A.M.F., Section 6.2.1] du projet de *Règlement sur la tarification et les droits exigibles*;

Vu la fin de la période de consultation;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 174 de la Loi au gouvernement du Québec, qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au deuxième alinéa de cet article;

Vu l'obligation de publier au Bulletin le règlement établi en vertu de l'article 174 de la Loi, conformément au dernier alinéa de cet article;

Vu la recommandation du Directeur général, Mandats spéciaux;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa transmission au gouvernement pour l'accomplissement des formalités requises par la loi pour sa publication.

Fait le 28 août 2008.

Jean St-Gelais  
Président-directeur général

**Décret 93-2009 – Loi sur les instruments dérivés (2008, c. 24) – Tarif des frais et droits exigibles en matière d'instruments dérivés<sup>1</sup>**

L'Autorité publie le décret 93-2009 – Loi sur les instruments dérivés (2008, c. 24) – Tarif des frais et droits exigibles en matière d'instruments dérivés.

**Avis de publication**

Le règlement a été pris par l'Autorité des marchés financiers le 28 août 2008, a été publié à la *Gazette officielle du Québec* à titre de projet le 22 octobre 2008, a reçu l'approbation gouvernementale requise et entrera en vigueur le 5 mars 2009. Le décret approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 18 février 2009, et est disponible à la suite de cet avis.

**Le 20 février 2009**

---

<sup>1</sup> Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

## Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

### Décret 93-2009, 11 février 2009

Loi sur les instruments dérivés  
(2008, c. 24)

#### Tarif des frais et des droits exigibles

CONCERNANT le Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés

ATTENDU QUE le paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 174 de la Loi sur les instruments dérivés (2008, c. 24) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, établir les tarifs prévus aux articles 135, 143 et 170 de cette loi;

ATTENDU QUE le paragraphe 5<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 174 de cette loi prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, prescrire les droits exigibles pour toute formalité prévue par cette loi ou pour un service qu'elle fournit, ainsi que les modalités de paiement de ces droits;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 174 de cette loi prévoit qu'un règlement pris en vertu de cet article est soumis à l'approbation du gouvernement, qui peut l'approuver avec ou sans modification;

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers a pris, le 28 août 2008, le Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le texte de ce règlement a été publié à titre de projet à la *Gazette officielle du Québec* du 22 octobre 2008, avec avis qu'il pourrait être soumis pour approbation du gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances:

QUE le Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés, annexé au présent décret, soit approuvé.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

### Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés

Loi sur les instruments dérivés  
(2008, c. 24, a. 174, par. 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>)

#### SECTION I FRAIS EXIGIBLES

**1.** Les frais d'inspection ou ceux reliés à l'enquête, visés à l'article 135 de la Loi sur les instruments dérivés (2008, c. 24), sont de 85 \$ l'heure par inspecteur ou enquêteur.

**2.** Le coût réel des frais engagés par l'Autorité, visé à l'article 143 de la Loi, est établi en fonction d'un tarif de 85 \$ l'heure par agent professionnel.

**3.** Les frais d'enquête de l'Autorité, visés à l'article 170 de la Loi, sont de 85 \$ l'heure par enquêteur.

#### SECTION II DROITS EXIGIBLES

**4.** Un droit de 5 000 \$ est exigible d'une entité réglementée lors d'une demande visée à l'article 14 de la Loi.

**5.** Les droits suivants sont exigibles du courtier, du conseiller ou du représentant, à moins qu'il ne soit réputé inscrit en vertu de l'article 57 de la Loi:

1<sup>o</sup> lors d'une demande d'inscription à titre de courtier ou de conseiller, 1 500 \$;

2<sup>o</sup> lors d'une demande d'inscription à titre de représentant:

a) d'un courtier membre d'un organisme d'auto-réglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants, 150 \$;

b) d'un courtier qui n'est pas membre d'un tel organisme d'auto-réglementation, 375 \$;

c) d'un conseiller, 375 \$;

3<sup>o</sup> le 31 décembre de chaque année, dans le cas du courtier:

a) 1 500 \$;

b) pour chacun de ses représentants inscrits au 31 décembre, à l'exclusion de ceux qui ont interrompu leur activité:

i. 175 \$ lorsque le courtier est membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants;

ii. 375 \$ lorsque le courtier n'est pas membre d'un tel organisme d'autoréglementation;

c) 75 \$ pour chacun de ses établissements; un établissement devant s'entendre d'un lieu où le courtier inscrit exerce ses activités;

4° le premier jour du quatrième mois suivant la fin de l'exercice financier du courtier, l'excédent de 0,14 % du capital utilisé au Québec sur le droit prévu au sous-paragraphe a du paragraphe 3°. Le capital utilisé au Québec s'obtient à l'aide de la formule suivante, où le capital total représente le montant indiqué par le courtier au poste capital total de l'État A du Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes adopté par les organismes d'autoréglementation:

capital	X	salaires payés au Québec	+	produits réalisés au Québec
total		total des salaires	+	total des produits
		2		

5° le 31 décembre de chaque année, dans le cas du conseiller:

a) 1 500 \$;

b) 375 \$ pour chacun de ses représentants inscrits au 31 décembre à l'exclusion de ceux qui ont interrompu leur activité;

6° lors du dépôt, par un courtier qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions sur l'inscription des représentants ou par un conseiller, de l'avis indiquant qu'il a retenu les services d'un représentant, 50 \$;

7° lors du dépôt de l'avis sur l'acquisition de titres ou de l'actif d'un courtier ou d'un conseiller prévu par règlement, 500 \$;

8° lors du dépôt du formulaire prévu à l'annexe 33-109A4 du Règlement 33109 sur les renseignements concernant l'inscription, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 du 11 juillet 2007, par ou pour le compte d'une personne physique autorisée, telle que définie dans ce règlement:

a) 375 \$ pour la personne physique autorisée qui agit pour le compte d'un courtier, sauf s'il s'agit d'un membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'approbation de telle personne;

b) 375 \$ pour la personne physique autorisée qui agit pour le compte d'un conseiller.

**6.** Un droit de 85 \$ l'heure par inspecteur est exigible d'un participant au marché, dans les 30 jours suivant la date du relevé d'honoraires, pour la préparation d'une inspection, l'inspection elle-même et le suivi des recommandations.

**7.** Un droit de 5 000 \$ est exigible lors d'une demande d'agrément conformément à l'article 82 de la Loi.

**8.** Les droits suivants sont exigibles d'une personne agréée:

1° lors d'une demande d'autorisation d'un dérivé pour l'application de l'article 83 de la Loi, 1 250 \$;

2° lors du dépôt des renseignements annuels exigés en vertu de l'article 85 de la Loi, 0,005 \$ par contrat conclu au Québec, sous réserve d'un montant minimal de 500 \$.

**9.** Un droit de 500 \$ est exigible lors d'une demande de dispense visée à l'article 86 de la Loi.

**10.** Un droit de 500 \$ est exigible lors d'une demande de désignation d'une personne comme contrepartie qualifiée en vertu de l'article 87 de la Loi.

**11.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

51171

**Order in Council 93-2009 – Derivatives Act (2008, c. 24) – Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives<sup>1</sup>**

The *Autorité des marchés financiers* ("Authority") is publishing Order-in-Council 93-2009 – Derivatives Act (2008, c. 24) – Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives.

**Notice of publication**

The regulation, which was made by the Authority on August 28, 2008 and published in the *Gazette officielle du Québec* as a draft Regulation on October 22, 2008, received government approval as required and will come into force on March 5, 2009. The Order-in-Council approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated February 18, 2009, and follows this Notice.

**February 20, 2009**

---

<sup>1</sup> Publication authorized by *Les Publications du Québec*

## Regulations and other acts

### O.C. 93-2009, 11 February 2009

Derivatives Act  
(2008, c. 24)

#### Tariffs for costs and fees payable

Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives

WHEREAS subparagraph 3 of the first paragraph of section 174 of the Derivatives Act (2008, c. 24) provides that the Autorité des marchés financiers may, by regulation, set the tariffs referred to in sections 135, 143 and 170 of the Act;

WHEREAS subparagraph 5 of the first paragraph of section 174 of the Act provides that the Autorité des marchés financiers may, by regulation, prescribe the fees payable for any formality required by the Act or for services rendered by the Authority, and the terms of payment of the fees;

WHEREAS the second paragraph of section 174 of the Act provides that a regulation under that section must be submitted to the Government, which may approve it with or without amendments;

WHEREAS the Autorité des marchés financiers made the Regulation respecting tariffs for costs and fees payable on 28 August 2008;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), a draft of the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec* of 22 October 2008 with a notice that it could be submitted to the Government for approval on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation with amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives, attached to this Order in Council, be approved.

GÉRARD BIBEAU,  
*Clerk of the Conseil exécutif*

### Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives

Derivatives Act  
(2008, c. 24, s. 174, subpars. (3) and (5))

#### DIVISION I COSTS PAYABLE

**1.** The costs incurred in connection with an inspection or investigation referred to in section 135 of the Derivatives Act (2008, c. 24) are \$85 an hour per inspector or investigator.

**2.** The actual costs incurred by the Authority referred to in section 143 of the Act are determined on the basis of a tariff of \$85 an hour per professional agent.

**3.** The Authority's investigation costs referred to in section 170 of the Act are \$85 an hour per investigator.

#### DIVISION II FEES PAYABLE

**4.** A fee in the amount of \$5,000 is payable by a regulated entity at the time of an application referred to in section 14 of the Act.

**5.** The following fees are payable by a dealer, an adviser or a representative unless the dealer, the adviser or the representative is deemed to be registered pursuant to section 57 of the Act:

(1) at the time of an application for registration as a dealer or an adviser, \$1,500;

(2) at the time of an application for registration as a representative:

(a) of a dealer that is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated enforcement of the provisions concerning the registration of representatives, \$150;

(b) of a dealer that is not a member of such a self-regulatory organization, \$375;

(c) of an adviser, \$375.

(3) on December 31 of each year, in the case of a dealer:

(a) \$1,500;

(b) for each of its representatives registered on December 31, excluding representatives who ceased activities:

i. \$175 in the case of a dealer that is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the enforcement of the provisions concerning the registration of representatives;

ii. \$375 in the case of a dealer that is not a member of such a self-regulatory organization;

(c) \$75 for each of its establishments, an establishment being a location where the registered dealer carries on its activities;

(4) on the first day of the fourth month following the end of the financial year of a dealer, the amount exceeding 0.14% of the capital employed in Québec and the fee prescribed in subparagraph *a* of subparagraph 3°. The capital employed in Québec is calculated in accordance with the following formula, where the total capital represents the amount shown by the dealer on the line "total financial statement capital" of Statement A of the Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report adopted by self-regulatory organizations:

	salaries and wages paid in Québec		revenue earned in Québec	
total X capital				
	total salaries and wages	+	total revenue earned	
	2			

(5) on December 31 of each year, in the case of an adviser:

(a) \$1,500;

(b) \$375 for each of its representatives registered on December 31, excluding representatives who ceased activities;

(6) at the time of filing, by a dealer that is not a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the enforcement of the provisions concerning the registration of representatives or by an adviser, of the notice to the effect that it has hired a representative, \$50;

(7) at the time of filing the notice relating to the acquisition of a dealer's or adviser's securities or assets prescribed by regulation, \$500;

(8) at the time of filing the form provided for in Form 33-109F4 of Regulation 33-109 respecting Registration Information approved by Ministerial Order No. 2007-05 dated July 11, 2007 for or on behalf of a permitted individual, as defined in the Regulation:

(a) \$375 for the permitted individual acting on behalf of a dealer, except where the dealer is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated approval of such individual;

(b) \$375 for the permitted individual acting on behalf of an adviser.

**6.** An hourly fee of \$85 per inspector is payable by a market participant, within 30 days from the date of the statement of fees, for the preparation of an inspection, the inspection itself and the follow-up on the recommendations.

**7.** A fee in the amount of \$5,000 is payable at the time of an application for qualification under section 82 of the Act.

**8.** The following fees are payable by a qualified person:

(1) at the time of an application for authorization with respect to a derivative under section 83 of the Act, \$1,250;

(2) at the time of filing the annual information required under section 85 of the Act, \$0.005 per contract entered into in Québec, subject to a minimum of \$500.

**9.** A fee in the amount of \$500 is payable at the time of an application for exemption under section 86 of the Act.

**10.** A fee in the amount of \$500 is payable at the time of an application to designate a person as an accredited counterparty under section 87 of the Act.

**11.** This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

9110